

**BURKINA FASO**

-----  
**Unité - Progrès - Justice**  
-----

**ASSEMBLEE NATIONALE**

**IV<sup>E</sup> REPUBLIQUE**

-----  
**VII<sup>E</sup> LEGISLATURE**  
-----

**DEUXIEME SESSION ORDINAIRE DE L'ANNE 2017**

-----

**PROCES-VERBAL DE LA SEANCE  
PLENIERE DU VENDREDI 22 DECEMBRE  
2017**

**Président de séance :**

**Son Excellence Monsieur Alassane Bala SAKANDE**  
*Président de l'Assemblée nationale*

**Secrétaires de séance :**

- **Monsieur Bachir Ismaël OUEDRAOGO**  
*Troisième secrétaire parlementaire*
- **Monsieur Sangouan Léonce SANON**  
*Cinquième secrétaire parlementaire*

**Ordre du jour :**

**Clôture solennelle de la deuxième session ordinaire de l'année 2017.**

L'Assemblée nationale s'est réunie en séance plénière le vendredi 22 décembre 2017, pour la clôture solennelle de la deuxième session parlementaire ordinaire de l'année 2017.

La séance était présidée par Son Excellence Monsieur Alassane Bala SAKANDE, Président de l'Assemblée nationale, assisté au présidium de messieurs Bachir Ismaël OUEDRAOGO et Léonce Sangouan SANON, respectivement troisième et cinquième secrétaires parlementaires, assurant les fonctions de secrétaires de séance.

Son Excellence Monsieur Paul Kaba THIEBA, Premier ministre, Chef du gouvernement, rehaussait de sa présence cette cérémonie officielle. Il était entouré de plusieurs membres du gouvernement.

Les personnalités suivantes prenaient également part à cette séance :

Madame et messieurs les Présidents d'institution,

Mesdames et messieurs les membres du gouvernement,

Mesdames et messieurs les membres du corps diplomatique,

Mesdames et messieurs les représentants des organisations internationales et interafricaines,

et de nombreuses autres personnalités.

Le Président de l'Assemblée nationale fait son entrée dans l'hémicycle. Le Premier ministre, les députés et le public déjà installés se lèvent pour l'accueillir, pendant qu'il gagne le fauteuil présidentiel.

**-Il est 16 heures 19 minutes-**

### **M. le Président**

Mesdames et messieurs les députés, la séance est ouverte !

Monsieur le Secrétaire parlementaire, veuillez procéder à l'appel nominal des députés.

### **M. Bachir Ismaël OUEDRAOGO**

*Troisième secrétaire parlementaire*

Merci, monsieur le Président.

*(Il procède à l'appel nominal des députés de l'Assemblée nationale)*

Excellence monsieur le Président, à l'issue de l'appel, nous avons :

- **15 députés absents excusés,**
- **09 députés absents non excusés,**
- **103 députés présents,**
- **10 procurations,**
- **113 votants.**

Je vous remercie.

**M. le Président**

Merci monsieur le secrétaire parlementaire.

L'Assemblée nationale est toujours en nombre pour délibérer et pour régler son ordre du jour.

Mesdames et messieurs les députés, la séance de cet après midi sera exclusivement réservée au discours de clôture de la deuxième session ordinaire de l'année 2017 de l'Assemblée nationale.

Ainsi donc, sans tarder,... j'ai comme l'impression qu'il y en a qui sont pressés d'aller en vacance !

**Discours de Son Excellence Monsieur Alassane Bala SAKANDE,  
Président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso**

Excellence monsieur le Premier ministre, Chef du gouvernement ;

Mesdames et messieurs les Présidents d'Institutions ;

Mesdames et messieurs les membres du gouvernement ;

Excellences mesdames et messieurs les Ambassadeurs et Représentants des missions diplomatiques et consulaires ;

Distingués représentants des Organisations internationales et interafricaines ;

Honorables députés à l'Assemblée nationale ;

Chers invités ;

Mesdames et messieurs.

Je voudrais à l'entame de mon propos, saluer la présence parmi nous de toutes ces éminentes personnalités qui nous font l'honneur et l'amitié d'être des

nôtres à l'occasion de la cérémonie de clôture de la deuxième session ordinaire de l'année 2017.

Cette présence parmi nous, de représentants de pays amis et d'organisations internationales et interafricaines est l'expression de l'élan de solidarité internationale dont le Burkina Faso a toujours bénéficié en toutes circonstances.

Qu'ils en soient remerciés.

Ouverte le mercredi 27 septembre dernier, la session budgétaire de l'année 2017 connaîtra son terme à l'issue de la présente cérémonie qui intervient dans un contexte mondial marqué par le ralentissement de l'économie, l'exacerbation des tensions régionales et la détérioration de la sécurité collective.

Cette conjoncture internationale est hautement plus préjudiciable aux pays en développement dans la mesure où la globalisation des échanges et de la finance continue sa marche impitoyable au mépris des règles de solidarité internationale et de commerce équitable censées gouverner le village planétaire qu'est devenu notre monde. Conséquence, : jamais dans l'histoire de l'humanité, les inégalités entre nations n'ont été aussi criardes et iniques.

Particulièrement affectés par cette mondialisation sans foi ni loi, des milliers de jeunes Africains, se lancent, chaque année, à la quête d'un lointain et hypothétique Eldorado au prix de traitements inhumains et au péril de leur vie. A la recherche du paradis occidental, s'il en existe encore, nombre d'entre eux finissent dans l'enfer libyen, quand ils ne succombent pas tout simplement à la faim et à la soif sur les routes de l'aventure. Nous avons encore en mémoire ce documentaire aussi insoutenable que révoltant sur un marché aux esclaves en Libye où des migrants noirs sont vendus et achetés telles des bêtes de somme.

C'est le lieu pour moi de saluer la soudaine vague de condamnations et d'indignations planétaires suscitées par ces révélations, même si, il faut avoir le courage de le reconnaître, cette pratique immonde a longtemps eu cours dans l'indifférence coupable de la communauté internationale en général et de celle des Etats africains en particulier.

C'est pourquoi je salue à sa juste valeur la tenue à Abidjan du 5<sup>e</sup> Sommet UA-UE dont l'un des points à l'ordre du jour a porté sur le thème de l'immigration.

Mais au-delà du concert de réprobations et des mesures conjoncturelles, comme le rapatriement des candidats à la migration vers leurs pays d'origine, il faut que les Etats africains aient le courage de se regarder dans la glace et assumer la part de responsabilité qui est la leur dans le drame de l'immigration.

En effet, tel un miroir, cette tragédie humaine est le reflet du type de gouvernance et de politiques de l'emploi, longtemps appliqués sous nos tropiques. Mal élaborées où mal conduites, elles ont transformé des millions de jeunes en rebuts sociaux qui ne cherchent qu'à fuir leurs pays.

La scène internationale est aussi caractérisée par la résurgence de tensions diverses dont la plus redoutable est le bras de fer qui oppose aujourd'hui les Etats-Unis à la Corée du Nord. Jamais, depuis la fin de la crise des fusées en 1962, l'humanité n'a été aussi proche du gouffre nucléaire comme elle l'est de nos jours.

C'est pourquoi j'invite Washington et Pyongyang à privilégier le dialogue au détriment des cliquetis des arsenaux nucléaires qui menacent la sécurité internationale.

**Excellence monsieur le Premier ministre, Chef du gouvernement,**

**Distinguées invités,**

**Honorables députés,**

**Mesdames et messieurs,**

Au plan national, la clôture de cette session parlementaire intervient dans un contexte particulier marqué surtout par la persistance des attaques terroristes.

C'est le lieu pour moi de saluer ici la mémoire des nombreuses victimes burkinabè comme étrangères qui ont perdu la vie sous les balles assassines des ennemis de la démocratie. Par la même occasion, je félicite les forces de défense et de sécurité pour leur abnégation et leur courage dans la lutte contre la vermine terroriste, malgré l'insuffisance des moyens dont il convient de vite combler.

C'est pourquoi j'exhorte le gouvernement à la mise en œuvre diligente des résolutions et des recommandations formulées au terme du Forum national sur la sécurité.

Au regard donc de l'urgence et de la gravité de la situation, les conclusions de cette rencontre doivent hâtivement être suivies d'effet et non dormir un instant dans le fond des tiroirs.

**Excellence monsieur le Premier ministre, Chef du gouvernement,**

**Distinguées invités,**

**Honorables députés,**

**Mesdames et messieurs,**

A l'évidence, la vile ambition des instigateurs, des auteurs et autres complices de ces attaques terroristes est de compromettre les efforts de développement du gouvernement et briser le rêve burkinabè d'une nation prospère

et solidaire. Mais dans cette guerre que les promoteurs du mal nous ont lâchement imposée, je me réjouis car leur funeste projet est voué d'avance à l'échec.

Dignes héritiers des générations passées, celles-là même qui ont repoussé avec courage les différents périls qui se sont présentés à elles, nous saurons revivifier la flamme de la résistance héroïque.

En ces temps de terreur sans précédent, nous ne devons surtout pas abandonner notre esprit de solidarité, nous ne devons pas abandonner nos idéaux, nous ne devons pas abandonner tout ce qui nous rapproche.

Je sais que parfois notre nation semble divisée. Mais s'il y a quelque chose qui nous est le plus cher, une réalité qui nous lie à jamais, une vérité fondamentale, c'est bien l'amour pour la patrie. La lutte qui nous oppose aux forces du mal sera peut-être longue, pénible, elle nous coûtera encore du sang, de la sueur, des larmes, des nuits sans sommeil et des journées de soupirs. Mais notre victoire est inéluctable.

Elle est inéluctable parce que notre combat est juste. Elle est inéluctable parce que nous défendons la mère patrie. Elle est inéluctable parce que nous défendons la liberté. Elle est inéluctable parce que nous sommes situés du bon côté de l'histoire. J'en suis confiant.

Je n'ai pas besoin de vous entendre dire que vous ressentez la même chose car je le vois dans vos yeux, je l'entends dans vos cœurs et je le sens dans la détermination de nos Forces de défense et de sécurité. C'est l'occasion pour moi de saluer le vote à l'unanimité par la Représentation nationale de la loi de programmation militaire. Cette disposition législative permettra d'accroître les capacités opérationnelles et stratégiques de nos braves Forces de défense et de sécurité.

Notre optimisme est d'autant plus grand que les engagements de financement pris lors du dernier Sommet de Paris sur le G5 Sahel marquent un tournant décisif dans cette lutte contre le terrorisme dans la sous-région. C'est l'occasion pour moi d'exprimer ma profonde gratitude aux partenaires financiers pour cette inestimable participation à l'effort de guerre.

**Excellence monsieur le Premier ministre, Chef du gouvernement,**

**Distinguées invités,**

**Honorables députés,**

**Mesdames et messieurs,**

Au moment où l'ennemi terroriste rôde à nos portes et multiplie les incursions meurtrières sur notre sol, un péril intérieur, non moins pernicieux,

menace les fondements de la nation. Vous l'aurez sans nul doute deviné, il s'agit de l'incivisme généralisé qui annihile nos efforts de développement et menace la cohésion sociale.

Mais qu'on ne se méprenne pas. L'incivisme n'est pas le propre de ceux que l'on croit. Et là, pas du tout.

En effet, dans nos villes comme dans nos campagnes, dans nos écoles et collèges, dans nos universités, dans l'administration, au sein des institutions publiques, le constat est partout le même : l'autorité de l'Etat est bafouée, la chose publique méprisée, l'intérêt général sacrifié, la loi transgressée et le respect dû aux aînés piétiné.

Mais que deviendrait une nation sans la moindre discipline collective ? La réponse évidente nous vient de Platon qui a prédit, je le cite : « Lorsque les pères s'habituent à laisser faire leurs enfants, lorsque les fils ne tiennent plus compte de leurs paroles, lorsque les maîtres tremblent devant leurs élèves et préfèrent les flatter, lorsque finalement les jeunes méprisent les lois parce qu'ils ne reconnaissent plus, au-dessus d'eux, l'autorité de rien et de personne, alors, c'est là, en toute beauté, et en toute jeunesse, le début de la tyrannie ».

C'est pourquoi, je joins ma modeste voix à celle souveraine du Président Roch Marc Christian KABORE qui, dans son adresse à la nation à l'occasion de la fête de l'indépendance, a appelé au nécessaire changement de mentalité, au sursaut citoyen et à l'attachement à l'intérêt général.

Cet appel du Chef de l'Etat est d'autant plus pertinent que cette année, le front social a connu un niveau d'ébullition jamais atteint dans l'histoire des luttes syndicales de notre pays. En effet, malgré les efforts multiples consentis par l'Etat pour améliorer les conditions de vie des travailleurs, force est de constater que les grèves et autres mouvements d'humeur se sont succédés à un rythme exceptionnel.

Malgré la main tendue du gouvernement et sa disposition sans cesse renouvelée au dialogue, certains syndicats, ont choisi d'inscrire leurs actions dans la logique du rapport de forces. J'en veux pour preuve, parmi tant d'autres, la surprenante et grave décision des enseignants du primaire et du secondaire de prendre en otage les évaluations des enfants du pays, leurs propres élèves, hypothéquant ainsi l'avenir de toute la nation. Je suis issu du monde de travail et tout ce qui touche aux conditions de vie des travailleurs ne m'est étranger.

Toutefois qu'on se le dise : les fonctionnaires sont indispensables au bon fonctionnement de l'Etat, mais il n'y a pas que les fonctionnaires qui ont droit aux ressources de l'Etat. Le salaire est vital pour le travailleur, mais il n'y a pas que les salaires à améliorer. Il y a bien plus que tout ça. Oui, au-dessus de tout ça, il y

a l'impératif de garantir à chaque Burkinabè, sans distinction aucune, les conditions de vie les meilleures.

***-Applaudissements-***

Je ne suis pas un moraliste, loin s'en faut, je n'ai donc pas un discours moralisateur à donner. Je me rends tout simplement à l'évidence. En ces temps où la grève est en passe de devenir l'activité la plus pratiquée dans l'administration, j'invite les syndicats à la retenue et au respect des textes qui encadrent la grève.

Aussi, je les exhorte au dialogue avec le gouvernement afin de formuler les termes d'un moratoire dans l'intérêt de tous. L'Assemblée nationale veillera au respect du compromis qui sera issu de ce moratoire.

Mais qu'ils se rassurent, cette trêve sociale, ce compromis salvateur n'est pas opposable à leur quête légitime d'un mieux-être.

De même, j'invite le gouvernement à créer les conditions d'un dialogue franc et sincère avec les partenaires sociaux et au respect de ses engagements pris.

Toujours au plan national, la campagne agricole qui vient de s'achever a été affectée par les caprices de la pluviométrie. Il s'en est suivi un déficit céréalier d'environ 70.000 tonnes. J'exhorte le gouvernement à prendre toutes les dispositions nécessaires afin de combler au plus vite ce gap céréalier et surtout à accélérer les réformes vers une agriculture à même de garantir la sécurité alimentaire à tous.

**Excellence monsieur le Premier ministre, Chef du gouvernement,**

**Distinguées invités,**

**Honorables députés,**

**Mesdames et messieurs,**

La clôture de la présente session budgétaire intervient toutefois sur une note de satisfaction, marquée par la poursuite avec ténacité et esprit de suite de la consolidation de l'Etat de droit, le renforcement du processus démocratique et la promotion du développement participatif. Alors, qu'il me soit permis, au nom de la Représentation nationale, d'exprimer mes vives félicitations à tous les artisans de l'approfondissement de l'Etat de droit dans notre pays.



**Excellence monsieur le Premier ministre,**

**Distingués invités,**

**Honorables députés,**

**Mesdames et messieurs,**

Dans une semaine, jour pour jour, cela fera deux ans que Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a accédé à la magistrature suprême.

Par anticipation, je voudrais alors lui adresser, en votre nom à tous, mes chaleureuses félicitations et mes sincères vœux de succès dans l'accomplissement de la lourde mission qui lui a été ainsi confiée.

***-Applaudissements-***

Sous son magistère, notre pays s'est doté d'un ordonnancement institutionnel et juridique conforme aux aspirations de notre peuple et aux exigences de l'Etat de droit.

Au plan social et économique, la mise en œuvre du programme présidentiel « bâtir avec le peuple un Burkina Faso de démocratie, de progrès économique et social, de liberté et de justice » rencontre de nombreux succès malgré le contexte national et international particulièrement difficile.

**Excellence monsieur le Premier ministre,**

Si je me suis autant appesanti sur la situation nationale, je ne perds pas de vue qu'une clôture de session reste une tribune offerte pour rendre compte des activités parlementaires inscrites à son ordre du jour. Pour ce faire, il importe de retenir que cette deuxième session ordinaire n'a pas failli à son objet principal qui a été consacré au débat budgétaire et à l'adoption du budget de l'Etat.

C'est ainsi que la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2018 a été adoptée et arrêtée le 27 novembre 2017 comme suit :

- ▶ En recettes à 2.018.154.960.000 FCFA dont :
  - 1.760.779.661.000 FCFA de recettes propres.
  - 257.375.299.000 FCFA de ressources extraordinaires.

Les recettes enregistrent ainsi une hausse de 12,94 % par rapport aux prévisions de 2017.

- ▶ En dépenses à 2.438.657.583.000 FCFA réparties comme suit :
  - Les dépenses courantes 1.342.500.841.000 FCFA ;
  - Dépenses en capital 1.096.156.742.000 FCFA.

Les dépenses courantes représentent 55,05 % des dépenses totales et 83,49 % des recettes fiscales contre respectivement 52,41% et 91,49% en 2017.

En 2018, l'épargne budgétaire s'établit à 418.278.820.000 FCFA, tandis que le déficit budgétaire s'élève à

► 423.163.026.000 FCFA.

Toutefois, nous avons reçu l'assurance du gouvernement que ce déficit pourrait être couvert par les ressources de trésorerie, notamment les emprunts projets et programmes ainsi que des emprunts obligataires dont le montant sera déterminé dans le cadre de la stratégie d'endettement.

Au total que retenir de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2018 ?

Premièrement, le budget de l'Etat, exercice 2018 prend en compte l'essentiel des aspirations des populations pour un mieux-être.

Deuxièmement, il traduit la volonté du gouvernement d'élargir les possibilités de financement endogène de nos programmes et projets de développement en mettant l'accent sur la mobilisation des ressources intérieures. C'est au regard de ces considérations et prenant en compte l'impératif pour l'Assemblée nationale de soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre des différentes politiques publiques de développement telles que déclinées dans le budget que la Représentation nationale a consenti de voter la loi de finances portant budget de l'Etat, exercice 2018.

**Distinguées invités,**

**Mesdames et messieurs,**

J'ai l'immense plaisir de vous annoncer que l'exécution de la présente loi de finances se prépare sous de bons auspices. En effet, selon le dernier rapport de l'Africa Performance Index (API), ce sont les ministères de l'Economie et des Finances de l'Afrique de l'Ouest et de l'Est qui ont constitué cette année, la locomotive de notre continent. Et ce n'est pas tout.

Tenez-vous bien, la palme d'or dans la gestion de la croissance revient au Burkina Faso -**Applaudissements**- qui, je cite les auteurs du rapport, « *malgré une baisse des recettes fiscales et une hausse des dépenses sécuritaires, le Burkina Faso a réussi le pari de la reprise économique après un épisode d'instabilité et une campagne agricole 2015 peu fructueuse* ».

Cela s'applaudit encore. -**Applaudissements nourris**-

En un mot comme en mille, notre pays a réalisé cette année la meilleure croissance économique dans toute l'Afrique. Toutes mes félicitations donc au gouvernement... *-Applaudissements nourris-*

A droite on applaudit pas fort, je ne comprends pas. *-Rires, applaudissements et commentaires-*

Monsieur le Premier ministre, c'est la zone de turbulence. *-Rires dans la salle-*

Toutes mes félicitations donc au gouvernement THIEBA et particulièrement à Madame le ministre de l'Economie et des Finances et à l'ensemble de ses collaborateurs pour ces résultats encourageants. Madame le ministre ici représentée par madame le ministre délégué chargé du budget, nous vous adressons toutes nos félicitations. Maintenant que l'ensemble de vos compatriotes ont eu écho des bruits de la croissance économique, ils en attendent les fruits. *-Des murmures dans la salle-*

Je ne saurais clore mon propos sur ce chapitre consacré au budget sans rappeler les recommandations faites au gouvernement pour un meilleur suivi et contrôle de l'exécution du budget. Il s'agit :

- 1) La transmission à bonne date au Parlement des rapports trimestriels sur l'exécution du budget ;
- 2) Le renforcement des capacités des acteurs intervenant dans la mise en œuvre du budget programme.

**Distingués invités,**

**Honorables députés,**

**Mesdames et messieurs,**

Le projet de loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2018 n'était pas le seul point inscrit à l'ordre du jour de la présente session. Cependant, il serait fastidieux de revenir ici sur l'ensemble des différentes questions traitées. C'est pourquoi je voudrais m'en tenir à l'essentiel.

La présente session a consacré la mise en place de la Chambre d'appel de la Haute cour de Justice et le renouvellement consensuel du Bureau de l'Assemblée nationale et des commissions générales.

Elle a aussi à son actif :

- ▶ 14 lois adoptées,
- ▶ 05 résolutions votées,

- ▶ 04 questions d'actualité,
- ▶ 08 questions orales,
- ▶ Une question écrite transmise au gouvernement.

La présente session qui s'achève a connu la restitution des travaux de trois (03) commissions d'enquêtes parlementaires :

Premièrement, la Commission d'enquête parlementaire sur le système d'Enseignement au Burkina Faso. De ces conclusions, il ressort que l'école burkinabè concentre depuis plusieurs années, trois maux qui ont une grande influence sur les ambitions de développement du pays.

Il s'agit de l'insuffisance des infrastructures d'accueil, de la médiocrité des rendements internes et externes, de l'insuffisance des capacités de gestion, d'administration et de planification du système éducatif.

En outre, le système se caractérise par son iniquité et sa sélectivité. Les différentes politiques et réformes mises en œuvre jusqu'alors n'ont pas donné les résultats escomptés. Pour y remédier, la commission a fait de pertinentes recommandations à l'endroit du gouvernement. Je souhaite que celles-ci puissent recevoir toute l'attention qu'elles méritent.

Ensuite, la Commission d'enquête parlementaire sur le système de santé et celle sur les MOD ; je veux parler des d'ouvrages déléguées. Cette dernière a permis de faire l'état des irrégularités et des insuffisances essentielles en termes de gouvernance et de prestations de services, d'infrastructures, d'équipements et de maintenance. Les conclusions auxquelles elle a abouti font ressortir que la réalisation d'infrastructures publiques et l'acquisition d'équipements par les maîtrises d'ouvrage déléguées pour la période concernée laisse à désirer.

Ainsi, le cumul des pénalités appliquées aux entreprises et non reversées à l'Etat sur la base des déclarations faites par les MOD se chiffre à 2.574.670.140 FCFA.

Au regard des insuffisances et manquements constatés par les trois (03) commissions d'enquête parlementaires, j'invite le gouvernement à prendre diligence toutes les mesures idoines pour rétablir notre peuple dans ses droits.

Dans tous les cas, la Représentation nationale se fera fort de veiller à la mise en œuvre de ces recommandations. C'est pourquoi elle a décidé de mettre en place une commission qui sera chargée du suivi de la mise en œuvre des recommandations des Commissions d'Enquêtes Parlementaires.

**Excellence monsieur le Premier ministre, Chef du gouvernement,  
Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement,  
Honorables députés à l'Assemblée nationale,  
Distingués invités,  
Mesdames et messieurs,**

Le panorama des activités parlementaires au cours de la session qui s'achève serait incomplet, si je ne faisais pas cas de l'action de notre auguste Assemblée nationale au niveau de la scène internationale.

Dans ce sens, il convient de retenir que cette deuxième session ordinaire de l'année 2017 a été marquée par les événements suivants :

- 1) La tenue de la 137<sup>e</sup> Assemblée générale de l'Union Interparlementaire, du 14 au 18 octobre 2017 en Russie. J'ai conduit moi-même la délégation des parlementaires burkinabè à cette rencontre.
- 2) La 40<sup>e</sup> Conférence ainsi que la 71<sup>e</sup> Session du Comité exécutif de l'Union parlementaire africaine, tenue du 6 au 11 novembre 2017, à Ouagadougou.
- 3) La participation enfin aux activités des parlements communautaires à savoir le Parlement de la CEDEAO, le Parlement panafricain et le Comité interparlementaire.

Pour terminer, je m'en voudrais de ne pas faire part aux honorables députés qu'après avoir été investi de votre confiance, j'ai entrepris de faire une tournée de prise de contact avec les populations de certains quartiers périphériques de la capitale et de l'intérieur du pays, notamment Bobo Dioulasso.

Cette tournée procède non seulement du devoir de redevabilité mais, et surtout du souci de m'enquérir des préoccupations de nos vaillantes populations.

**Distingués invités,  
Honorables députés,  
Mesdames et messieurs,**

La deuxième session ordinaire de l'année 2017 s'achève à trois jours de la fête de la Nativité.

En conséquence, je saisis cette occasion pour souhaiter joyeux Noël aux Chrétiens du Burkina Faso et du monde entier. Noël annonce aussi le nouvel an. Que la providence nous y conduise en toute paix et en toute quiétude.

Au nom de l'ensemble des élus de la Nation, je souhaite à tous nos compatriotes et aux amis du Burkina Faso une bonne et heureuse année 2018.

Sur ce, je déclare close la 2ème session ordinaire de l'année 2017.

Dieu bénisse le Burkina Faso !

Je vous remercie.

***-Applaudissements nourris-***

Etant donné que l'ordre du jour principal est épuisé, je voudrais en votre nom à tous, lever cette séance.

La séance est levée.

Je voudrais inviter Son Excellence Monsieur le Premier ministre, les membres du gouvernement, les amis du Burkina Faso et naturellement les députés à un petit pot au niveau du jardin.

Merci beaucoup.

***-Il est 17 heures 02 minutes-***

***Ainsi fait et délibéré en séance publique,  
à Ouagadougou, le 22 Décembre 2017.***

**Le Président**

**Le Secrétaire de séance**



**Sangouan Léonce SANON**  
*Cinquième secrétaire parlementaire*



**Alassane Bala SAKANDE**

